



Entreprise et finance

ACTUALITÉ

Le baromètre des dirigeants finance-gestion

DFCG - Option Finance - Asterès - FWA (Février 2010)

Une légère dégradation

Par Nicolas Bouzou, membre du Comité scientifique de la DFCG

Reprise en V, en W, en √ ? Nos répondants votent plutôt pour la deuxième solution. En effet, la vague de février du baromètre fait apparaître une dégradation de l'environnement économique global.

Nos répondants sont 5 % de plus qu'en janvier à prévoir un résultat prévisionnel inférieur de plus de 5 % aux objectifs (c'est toutefois nettement moins qu'au lancement du baromètre, en octobre 2009).

Simultanément, les velléités d'investissements se font moins pressantes. Seulement 3 % de notre échantillon considère l'investissement comme un sujet de préoccupation primordial. Un chiffre qui ne devrait pas étonner alors que les surcapacités de production sont encore massives dans les pays développés. La maîtrise des charges constitue une priorité pour plus de 39 %. C'est quasiment 7 points de plus qu'en décembre ! Certes 41 % des sondés disent privilégier le développement, mais sans recruter ni investir ! Un paradoxe qui peut s'expliquer de la façon suivante : les entreprises veulent se développer mais ne disposent pas de la visibilité en termes de carnets de commandes pour cela. Cette problématique d'anticipation à court terme crée un phénomène d'attentisme qui se traduit notamment par la recherche d'une meilleure maîtrise des charges opérationnelles.

Les effectifs dans les directions financières semblent à peu près stabilisés. C'est ce que signalent 76 % des sondés.

Globalement, les prévisions d'investissement sont en ligne avec le prévisionnel. Les délais de paiement sont toujours essentiellement compris entre 46 et 60 jours. La part des délais de paiement supérieurs à 60 jours reflue ce qui, pour le coup, constitue une bonne nouvelle.

Deux questions d'actualité ont également été posées le mois dernier. Ainsi, 66 % considèrent que la mauvaise qualité des comptes 2009 va entraîner une surréaction des banques en matière de restriction d'octroi de crédit. Le débat sur le comportement des banques en période de basse conjoncture n'est donc pas clos. Il faut que les banques fassent évoluer leurs modèles d'octroi des prêts et leurs critères de risques pour tenir compte de l'environnement extérieur. Un dialogue doit s'établir pour parler des perspectives de nos entreprises et tout particulièrement de nos PME, et encore plus en période de crise. C'est la condition pour que nos entreprises puissent traverser cette crise. Et enfin, seulement 9 % des sondés de l'échantillon sont administrateurs d'une entreprise autre que celle où ils officient. ■

